

Syriza au milieu du gué

## Grèce : meeting public de la Plateforme de gauche de Syriza à Athènes

La fin d'un cycle politique

jeudi 30 juillet 2015, par [A l'Encontre](#) (Date de rédaction antérieure : 29 juillet 2015).

Le lundi 27 juillet 2015 s'est tenu à Athènes un meeting public convoqué à l'occasion des cinq ans d'existence du site *Iskra*. Plus de 2000 participant·e·s se sont réunis dans un stade de basket, sous une chaleur torride, en restant attentifs jusqu'à la fin. C'était le premier meeting de la Plateforme de gauche de SYRIZA qui réunit le Courant de gauche, le Red Network et des activistes indépendants. De nombreux députés étaient présents ainsi que des figures de la gauche de SYRIZA opposés au mémorandum imposé et accepté le 13 juillet et « validé » par le parlement grec pour ce qui a trait à ses premiers éléments. En effet, un tel accord ne prend une forme concrète qu'à l'occasion de l'adoption d'un grand nombre de lois, de règlements et de mécanismes de supervision aux mains de l'eurocratie.

Panagiotis Lafazanis a donné le ton. On peut résumer de la sorte son intervention. 1° L'accent est mis sur le fait que la présence importante à ce meeting était le signe que la lutte contre les mémorandums continuait et prolongeait la résistance contre un terrorisme médiatique déjà affirmée à l'occasion du référendum. 2° Le 5 juillet s'exprima un Non de classe et « patriotique » (question de la souveraineté). 3° Ce NON ne peut être effacé par le gouvernement Tsipras. 4° Sont dénoncées les opérations du *Financial Times* sur le prétendu coup d'Etat préparé qui incluait l'arrestation de Stournaras. 5° Il faut refuser l'unité nationale avec la Nouvelle Démocratie, le PASOK et To Potami (La Rivière) comme l'a fait le gouvernement. 6° Le non du 5 juillet, qui s'est prolongé au parlement, nous [entre autres Lafazanis] a conduits à choisir de sortir du gouvernement. 7° Il faut s'opposer aux méthodes d'invectives et d'attaques *ad personam*. 8° Ces attaques minent l'unité du parti, car notre NON au parlement traduisait en fait une défense du parti et de ses principes. 9° Le « il n'y a pas d'alternative » (TINA) du gouvernement Tsipras rappelle celui de Papandreou et de son ministre Papakonstantinou en 2010. Or nous avons alors dénoncé ce TINA. 10° La Plateforme de gauche a dénoncé le fait que le gouvernement, face au mur des institutions de l'UE, a renoncé à mettre en cause le statu quo ante : soit l'adhésion à l'Eurozone. 11° Une telle option implique une rupture, dans la perspective d'un programme transitoire, avec la subordination nationale, avec le néolibéralisme et les intérêts économiques dominants en Grèce. 12° Il est temps de présenter un programme d'ensemble pour une alternative dont quelques points peuvent être indiqués : a) nationalisation et socialisation des banques, b) contrôle public et gestion public des entreprises et infrastructures stratégiques, etc., c) contre les privatisations et le fonds créé à cet effet, en particulier contre la privatisation des ports du Pirée et de Thessalonique, et des aéroports régionaux, du secteur énergétique, d) une massive redistribution de la richesse sur la base d'une imposition des très hauts revenus, de l'argent au noir et déposé à l'extérieur, ainsi que des grandes propriétés immobilières ; e) instaurer la transparence sur contrôle des médias aux mains de l'oligarchie ; f) supprimer l'essentiel de la dette sans quoi pas de futur pour le pays.

Lafazanis souligne que les structures de l'UE, sous direction de l'Allemagne, sont un instrument de dictature, donc il faut un plan techniquement et politiquement solide pour une sortie de l'Eurozone,

ce que les dominants présentent comme une entrée en enfer.

Dans la foulée de Lafazanis, Manolis Glézos, résistant historique et député européen qui vient de renoncer à son poste, selon l'engagement pris lors de son élection, est aussi intervenu. Parmi les autres orateurs se trouvait Antonis Ntavanellos, animateur du Red Network et membre de DEA, membre du Secrétariat exécutif de SYRIZA. Nous publions par ailleurs [1] le texte de son intervention.

Depuis ce lundi 27 juillet, les événements se précipitent. Un Secrétariat exécutif s'est tenu le mardi 28 juillet. Il a été interrompu et a repris le mercredi 29. Nikos Voutsis, membre du Comité central et ministre de l'Intérieur et la reconstruction administrative, a indiqué que le débat ne devait pas porter sur des questions politiques – car « *il n'y a rien de neuf concernant des divergences politiques* » – mais sur les modalités d'organisation d'un congrès de SYRIZA en septembre ; soit après le 15 ou 20 août, date limite pour la conclusion définitive de l'accord avec la Troïka. Il a souligné qu'il était impossible d'accepter une opposition dans les rangs des députés de SYRIZA. Des membres du Comité central, et membres du Secrétariat exécutif, ayant exprimé une opposition par le passé, ont été mis sous une forte pression et semblent « *se ranger à la raison gouvernementale* ». A la sortie de ce Secrétariat exécutif, trois membres – Antonis Ntavanellos, Stathis Leoutsakos et Sofi Papadogiani – ont publié un communiqué en cinq points. Ils peuvent être résumés de la sorte :

1° Le gouvernement doit immédiatement cesser les négociations conduisant au troisième mémorandum et susciter une mobilisation populaire en indiquant une solution alternative au chantage des créanciers.

2° Un comité central doit être convoqué pour le week-end du 1<sup>er</sup> et 2 août durant lequel, en prenant en considération aussi bien le mandat populaire du 25 janvier que le résultat du référendum du 5 juillet, qui s'ajoutent aux décisions du congrès, l'accord doit être rejeté.

3° Une conférence de SYRIZA doit être convoquée immédiatement pour empêcher le parti d'être mis devant des faits accomplis.

4° Les décisions prises l'ont été non seulement en opposition aux engagements programmatiques de SYRIZA, mais sans décision collective des structures du parti. Ce qui s'oppose aux statuts eux-mêmes.

5° Un Congrès extraordinaire ne peut pas être convoqué simplement pour ratifier *a posteriori* l'acceptation du troisième mémorandum. De plus, la proposition faite par le Secrétariat exécutif d'organiser un référendum au sein des membres de SYRIZA portant sur l'accord adopté par le gouvernement et par SYRIZA apparaît plus qu'étrange, quelques semaines après le Non massif du 5 juillet. Après la bataille pour le Non, va-t-on demander aux membres de SYRIZA de voter Oui à l'accord ? SYRIZA et ses membres n'ont pas d'autre voie statutaire et démocratique que de revenir immédiatement aux fondements d'une orientation contre le troisième mémorandum.

Le jeudi 30 juillet, un Comité central est convoqué par la majorité du Secrétariat exécutif. La fin d'un cycle politique, bref, va certainement [trouver] une expression en termes politico-organisationnels dans la phase à venir.

**Rédaction A l'Encontre**

---

**P.-S.**

\* « Grèce. Syriza au milieu du gué ». <http://alencontre.org/>

---

## **Notes**

[1] Voir sur ESSF (article 35550), [Syriza \(Grèce\) : « nous faisons face à une lourde défaite ; à l'effondrement d'une stratégie particulière »](#).